

Décembre 2012

Fiche de l'Irsem n°21

**La paix au service de la guerre » à l'est de la République
démocratique du Congo : réflexions sur les mécanismes
de reproduction de la conflictualité**

Mehdi BELAID

Pour citer ce document :

Mehdi BELAID

*“ La paix au service de la guerre » à l'est
de la République démocratique du Congo :
réflexions sur les mécanismes de reproduction
de la conflictualité ”*

*Fiche de l'Irsem n° 21, décembre
2012, 8 pages*

Décembre 2012

L'est de la République démocratique du Congo connaît une situation conflictuelle quasi ininterrompue depuis près de deux décennies. Aux troubles intercommunautaires du milieu des années 1990 a succédé la guerre de 1996-1997, qui a vu la chute du maréchal Mobutu et la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila. Moins d'un an après, éclate ce que plusieurs observateurs ont qualifié de « première guerre mondiale africaine ». En effet, en 1998, est enclenché un conflit qui va impliquer pas moins de six armées étrangères, deux mouvements insurrectionnels majeurs ainsi qu'une pléthore de groupes armés. Depuis 2002 et la signature des accords de paix de Pretoria, les armées étrangères ont officiellement quitté le pays et les principaux groupes rebelles ont déposé les armes sans pour autant que la paix soit revenue à l'est de la RDC, où de nombreux groupes armés demeurent encore en activité. Certes, les antagonismes qui ont structuré en profondeur les relations sociales dans la région, et qui ont été en partie à l'origine des conflits des deux décennies précédentes – opposition entre allochtones et autochtones, populations « bantoues » et populations « d'ascendance nilotique », questions foncières, remise en cause de la nationalité de certains Congolais rwandophones – ne sont toujours pas résolus¹. Mais les conflits en cours dans la région revêtent à présent un nouveau visage. Les groupes armés parviennent toujours à attirer vers eux de nouvelles recrues, de nombreux individus qui ont été démobilisés reprennent le chemin du maquis, et un nombre de plus en plus important d'officiers de l'armée régulière désertent en entraînant leurs subalternes afin de rejoindre les groupes en activité ou créer leur propre mouvement armé. Les accords de paix signés en 2008 et 2009 pour tenter de mettre un terme aux violences n'ont pas été suivis d'une paix effective dans la région. Ainsi, le M23 – mouvement armé formé au printemps 2012 et qui occupe une large partie du Nord-Kivu – est principalement composé d'ex-rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) ayant intégré l'armée suite à un accord de paix signé avec Kinshasa le 23 mars 2009, avant de désertir à partir d'avril 2012².

La notion de « système de conflits »³ a pu présenter des vertus heuristiques pour décrire « l'imbroglie conflictuel congolais » dans les années 1990 et 2000. En effet, durant cette période, plusieurs types de conflits se sont entrelacés : une guerre d'annexion, une guerre de prédation, une guerre identitaire, une guerre ethnique. Dans cette guerre aux dimensions locale, nationale et régionale mettant aux prises simultanément des acteurs étatiques et non-étatiques, une logique d'occupation-prédation l'a souvent emporté⁴. Depuis le milieu des années 2000, il semble cependant que nous assistions à une situation de « ni guerre, ni paix »⁵ dans cette région – la frontière entre ces deux états se caractérisant par une grande porosité. Seulement, si utile soit-elle pour appréhender les phénomènes de violence à l'est du Congo, cette notion ne suffit pas à nous renseigner sur les mécanismes profonds de reproduction de la violence. De même, l'explication « culturaliste » qui induirait l'existence d'un « habitus guerrier » est également insuffisante pour appréhender ces phénomènes, car ce type d'explication, en réduisant les dynamiques individuelles d'engagement dans le métier des armes à la conséquence d'un « déterminisme

¹ Voir notamment P. Mathieu et A. Mafikiri Tsongo, « Guerres paysannes au Nord-Kivu, 1937-1994 », *Cahiers d'Etudes africaines*, 150-152, 1998, p.385-416.

² A ce propos, voir J. Stearns, *From CNDP to M23: The evolution of an armed movement in eastern Congo*, London, The Rift Valley Institute, 2012.

³ Pour une illustration de l'usage de ce concept, voir notamment, R. Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflit », *Politique Africaine*, n°102, 2006, p. 135-154.

⁴ Voir O. Lanotte, *Guerres sans frontières en République démocratique du Congo*, Bruxelles, GRIP : Complexes, 2003.

⁵ Sur cette notion, voir P. Richards (Eds.), *No peace, no war: an anthropology of contemporary armed conflicts*, Oxford, J. Currey, 2005.

Décembre 2012

social belliqueux» élude en grande partie les processus à travers lesquels des jeunes gens rejoignent les groupes armés⁶. Enfin, le paradigme de la criminalisation des groupes rebelles s'inscrivant dans une quête effrénée aux ressources naturelles – en déniaient toute logique politique à la lutte entreprise par ces derniers – ne suffit pas à expliquer cette perpétuation de la violence⁷. Ainsi, en vertu de la quasi-institutionnalisation de l'intégration « automatique » des anciens groupes rebelles dans l'appareil d'Etat, nous pouvons nous interroger sur le caractère constant du renouvellement de la violence armée à l'est du Congo. Dans quelle mesure les mécanismes successifs mis en place par les autorités en matière d'intégration des ex-composantes rebelles ont-ils pu favoriser les regains de tension réguliers à l'est du pays ? En replaçant les mécanismes de gestion post-conflictuelle au Congo dans le cadre global des processus de régulation du système politique, il semble que les mesures successives de reconstruction post-conflit mises en place par les autorités en RDC portent en elles-mêmes les germes du renouvellement de la violence. Effectivement, s'apparentant davantage à une politique clientéliste, l'intégration quasi-automatique des ex-rébellions permet à certains acteurs de consolider leur position en poursuivant simultanément leur propre agenda, tout en suscitant le mécontentement d'acteurs exclus de ces dispositifs. Or, tout au long des années 2000, les troubles récurrents impliquent le plus souvent des acteurs auparavant intégrés dans l'appareil militaire congolais. Il ne faudrait pas pour autant conclure dans ce schéma à une disparition ou à une dilution des causes des conflits antérieurs, la reproduction de la conflictualité résulte plutôt d'une combinaison ou d'une superposition des antagonismes anciens et plus récents, essentiellement induits par une gestion hasardeuse de l'environnement « post-conflictuel » ou plus précisément « post-accords de paix ».

A travers une lecture renouvelée du continuum conflictuel récent, nous souhaiterions mettre en évidence le fait que ce sont les conséquences des diverses phases de gestion post-conflictuelle qui entraînent des regains de violence réguliers à l'est de la République démocratique du Congo. Nous allons pour cela aborder successivement les épisodes de *peace building* qui ont émaillé une période de violence quasi-ininterrompue depuis le milieu des années 1990, ainsi que la gestion de ces accords de paix qui doivent être appréhendés ici comme le point de départ d'une nouvelle forme de conflictualité qui se superpose aux précédentes.

La crise de la régulation politique au Congo

Le mode de régulation politique mis en place par le maréchal Mobutu, au pouvoir entre 1965 et 1997, dans le cadre du régime néo-patrimonial qu'il avait érigé consistait principalement en une habile manipulation des antagonismes locaux et en l'attribution de biens économiques en l'échange de la loyauté politique. Parallèlement, le contrôle politique était moins exercé sur le territoire que sur les ressources qui lui ont permis par la suite d'obtenir le soutien de puissants alliés locaux⁸. Ainsi, au crépuscule de l'ère mobutiste, la domination du régime ne s'effectue pas à travers les institutions étatiques mais à travers les réseaux de patronage qui se sont développés et renforcés au cours des années précédentes. La domination politique au Congo reposant principalement sur des réseaux politiques informels basés sur le contrôle économique de divers secteurs, la multiplication des centres

⁶ Voir notamment G. Mosse, *Fallen soldiers: reshaping the memory of the world wars*, New York, Oxford University Press, 1991.

⁷ Voir les travaux de P. Collier, « Economic Causes of Civil Conflicts and their Implications for Policy », in C. Crocker, *Turbulent Peace: The Challenges of Managing International Conflict*, Washington DC, United States Institute of Peace, 2001, p. 143-162, ainsi que les critiques qui en ont été faites par R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, juillet 2002, p. 58-69.

⁸ C. Young and T. Turner, *The rise and decline of the Zaïrian State*, Madison, University of Wisconsin Press, 1985; T. Callaghy, *The State-society struggle: Zaïre in comparative perspective*, New York, Columbia University Press, 1984.

Décembre 2012

d'autorités découlant de la stratégie de Mobutu a longtemps permis leur neutralisation mutuelle. Cependant, le principal écueil de cette «décentralisation radicale de la politique»⁹ réside dans la perpétuation des moyens de régulation nécessaires à la pérennité de cette politique. Au début des années 1990, le maréchal Mobutu, ne pouvant plus capter les ressources de l'extraversion en raison de la fin de la Guerre froide, se voit contraint de libéraliser le système politique. En 1992, l'ouverture du champ politique, initiée par la tenue d'une conférence nationale souveraine regroupant les principaux opposants au régime ainsi que les acteurs majeurs de la société civile, consacre le multipartisme. Cette transition démocratique enclenche alors une nouvelle dynamique de compétition politique qui est rapidement devenue hors de contrôle. L'accélération du déclin économique, la déliquescence de l'autorité étatique ainsi que la stratégie de Mobutu consistant à miner ce processus de démocratisation ont constitué un contexte favorable à l'émergence d'entrepreneurs politiques violents qui parviennent – notamment à l'est du pays – à cristalliser les clivages ethniques à leur avantage.

1997 : l'arrivée de Kabila au pouvoir et les prémices d'une nouvelle crise

Parallèlement à l'ouverture du champ politique, au début des années 1990, le Nord et le Sud-Kivu¹⁰ doivent faire face à un vaste bouleversement sociologique, initié dès la moitié du XXème siècle et qui a connu un mouvement d'accélération en relation avec les événements qui touchent le Rwanda dans les années 1990¹¹. Le Nord et le Sud-Kivu abritent des populations rwandophones depuis de nombreuses années. L'inimitié entre populations autochtones et populations d'ascendance rwandaise – savamment entretenue par certains entrepreneurs politiques locaux – finit par se muer en affrontements violents lors de la guerre du Masisi en 1993. Cette «guerre sécuritaire»¹² peut être appréhendée comme la résultante d'un vaste mouvement de paupérisation global qui a touché toutes les communautés, rendant plus saillantes la question foncière et la question de l'accès à la nationalité congolaise. En mai 1997, le maréchal Mobutu est renversé par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Regroupant officiellement des opposants de longue date au régime de Mobutu, cette coalition est soutenue militairement par le Rwanda et l'Ouganda¹³ principalement, et a pour porte-parole Laurent-Désiré Kabila qui s'autoproclame président lors de son arrivée à Kinshasa.

La gestion du nouvel ordre politique post-Mobutu tranche par son impréparation et ses visées à court terme. Très rapidement, Kabila est assimilé à un clone de Mobutu à tel point que l'on commence à parler de « transition dictatoriale » pour qualifier le changement de direction dans ce que l'on appelle à présent République démocratique du Congo. L'ancien guérillero se considère comme pleinement légitime et exprime clairement sa radicalisation vis-à-vis de l'opposition non armée en interdisant par

⁹ W. Reno, « Sovereignty and Personal Rule in Zaïre », *African Studies Quarterly*, 1997.

¹⁰ Ces provinces situées à l'est du pays constituent traditionnellement le principal berceau des rébellions au Congo.

¹¹ A cette époque, au Rwanda voisin, le régime pro-hutu du président Habyarimana fait face à une rébellion majoritairement tutsie, le Front patriotique rwandais (FPR) qui recrute dans ses rangs de nombreux Congolais d'ascendance rwandaise, ce qui suscite des soupçons au Congo en ce qui concerne leur allégeance. La prise de pouvoir du FPR en 1994 après le génocide entraîne par ailleurs un exode de près d'un million de réfugiés hutus au Congo, accentuant des tensions locales déjà exacerbées par des affrontements intercommunautaires entre « autochtones » et populations congolaises d'ascendance rwandaise.

¹² Elle a ainsi été qualifiée par certains observateurs en raison du rôle joué par la rumeur et les manipulations de certains hommes forts locaux.

¹³ L'objectif invoqué par l'Ouganda et le Rwanda au moment du déclenchement de cette guerre est la sécurisation de leurs frontières communes avec le Zaïre d'où les opposants armés à ces régimes lancent des attaques régulières. Cependant, l'exercice d'un prétendu « droit de poursuite » masque difficilement des visées expansionnistes de ces deux pays qui peuvent mettre à profit les ressources minières de la frange orientale de leur grand voisin afin d'amorcer leur développement.

Décembre 2012

exemple l'activité des partis politiques. Les ministres nommés sont peu au fait des réalités et pour la plupart inexpérimentés, tous les pouvoirs sont aux mains du Président. Plus généralement, il est entouré de membres de la diaspora, de Tutsis congolais et rwandais ou encore d'anciens dignitaires mobutistes. Les parrains ougandais et rwandais de Kabila, de leur côté, attendent un rapide « retour sur investissement », et forts de leur pouvoir d'influence, ces derniers parviennent à placer leurs éléments aux postes clés du régime, notamment au sein de l'armée, avec la bénédiction des nouvelles autorités. Ainsi, le général rwandais James Kabarebe devient chef d'état-major de l'armée congolaise, ce qui n'est pas sans susciter l'irritation d'autres alliés de Kabila, semant ainsi les germes de la dissension au sein du premier cercle du nouveau pouvoir. Au fil des mois, Laurent-Désiré Kabila éprouve de plus en plus de difficultés à maintenir le fragile équilibre régissant l'allocation des positions de pouvoir¹⁴. En juillet 1998, c'est la fin de la coopération militaire entre la RDC et le Rwanda, les soldats rwandais sont expulsés, des pogroms anti-Tutsi éclatent dans les grandes villes du pays et plusieurs unités de l'armée congolaise dirigées ou formées par les Rwandais se mutinent. Début août 1998, un nouveau mouvement de rébellion est créé, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), avec le soutien du Rwanda et l'Ouganda. Certes, le déclenchement de cette nouvelle guerre ne peut être entièrement imputé à la forme de « gouvernance » particulière mise en place par Kabila ; il n'en demeure pas moins qu'en perpétuant la politique néo-patrimoniale de son prédécesseur (multiplication des centres d'autorité, quasi-privatisation de certains pans de l'armée, allocation de positions d'accumulation en vertu de critères clientélistes) afin de consolider le nouvel ordre qu'il entendait instaurer, Kabila a ouvert la voie à la mutation des entrepreneurs politiques ayant rejoint l'AFDL en de puissants acteurs politico-militaires. De fait, ces derniers vont jouer un rôle majeur dans le nouveau conflit qui éclate en 1998.

1998 – 2003 : de la guerre à l'intégration des ex-rebelles dans les institutions étatiques

Le RCD, qui entend mettre un terme à la « dictature de Kabila », est au départ soutenu par le Rwanda et l'Ouganda. Ce mouvement se définit comme une plateforme politico-militaire rassemblant des anciens ténors du mobutisme, d'anciens leaders tutsis de l'AFDL, des universitaires et divers opposants politiques. La branche militaire du mouvement est composée de membres de l'armée régulière rwandaise, de militaires de l'ex-armée zaïroise, de combattants tutsis congolais et de soldats mutins de l'armée régulière congolaise¹⁵. En novembre 1998, l'Ouganda décide d'ouvrir un nouveau front au nord de la RDC. C'est ainsi qu'il encourage la création du Mouvement de libération du Congo (MLC), dirigé par l'homme d'affaires Jean-Pierre Bemba. Ce mouvement est composé principalement de membres des ex-Forces armées zaïroises (FAZ) et de la redoutable Division spéciale présidentielle (DSP) (Division spéciale présidentielle), la garde rapprochée du maréchal Mobutu lorsque celui-ci était au pouvoir. Le MLC, qui reçoit l'appui financier d'anciens dignitaires mobutistes, se veut nationaliste et se présente comme une alternative congolaise à la « solution rwandaise » du RCD et au régime de Laurent-Désiré Kabila. Le MLC agit au départ au nord de la Province orientale et dans l'Equateur. Le RCD, qui ne bénéficie pas d'un soutien populaire important, est quant à lui rongé par des rivalités internes. Plusieurs lignes de fractures semblent se dégager au sein de ce mouvement : une opposition entre Tutsis et non Tutsis, entre Tutsis congolais et rwandais et entre anciens mobutistes et anciens cadres de l'AFDL. D'autres mouvements rebelles voient le jour tout au long de ce conflit, notamment en

¹⁴ Sur cet épisode, voir J.-C. Wilamme, *L'odyssée Kabila. Trajectoire pour un Congo nouveau ?*, Paris, Karthala, 1999

¹⁵ Pour plus de détails sur le RCD, voir D.M. Tull, « The Democratic Republic of Congo : Militarized Politics in a 'Failed State' », in M. Böas and, K.C. Dunn (eds.), *African guerrillas. Raging against the machine*, Boulder, Lynne Rienner, 2007, p. 113-130.

Décembre 2012

raison de la scission du RCD en plusieurs tendances¹⁶. Ce conflit a été parsemé de signatures de cessez le feu et d'accords de paix infructueux jusqu'à l'accord global et inclusif paraphé en décembre 2002 à Pretoria, qui institue notamment la reconversion des principaux mouvements armés en partis politiques et l'intégration des ex-combattants rebelles qui le désirent dans une nouvelle armée nationale intégrée.

Bien entendu, tous les groupes armés ne nourrissent pas les mêmes espoirs quant à l'avènement « théorique » de la paix. Les groupes armés porteurs d'un semblant de projet politique et qui ont participé aux négociations de paix pensent pouvoir tirer profit des ces accords, qui se sont traduits au Congo par des accords transitoires de partage du pouvoir, dans le cadre duquel, ils ont pu prétendre à l'attribution de prébendes. C'est tout particulièrement le cas pour les membres de l'aile militaire du RCD-Goma qui ont été privilégiés lors de leur intégration dans l'armée, en vertu du poids militaire de ce mouvement et de la menace qu'il pouvait représenter par rapport aux autres groupes armés intégrés. Ainsi, à l'encontre de la philosophie du brassage des troupes au sein de la nouvelle armée intégrée, les troupes du RCD ont obtenu de se retrouver dans les régions qu'ils occupaient du temps de la lutte armée. La quasi-autonomie ainsi obtenue a été renforcée par le maintien de chaînes de commandement parallèle au profit des cadres militaires du RCD qui sont ainsi parvenus à monnayer leur capacité de nuisance. Ainsi, tandis que la composante gouvernementale se voit confier le commandement général, l'état-major de l'armée de terre, ainsi que le ministère de la défense sont confiés au RCD. Contrairement aux autres ex-troupes belligérantes intégrées dans l'armée, le RCD demeure de facto la seule composante à avoir conservé des bastions, telles que les régions stratégiques de Rutshuru et Masisi au Nord-Kivu¹⁷. Toutes les tentatives visant à déployer les bataillons ex-RCD ailleurs se sont heurtées au refus catégorique de ses éléments. Par ailleurs, dès les prémisses du processus d'intégration mis en place après la signature des accords de paix, une partie du RCD, autour de Laurent N'kunda refuse l'intégration, arguant de la menace des anciens génocidaires rwandais présents au Congo à l'encontre des Tutsis congolais.

2009 – 2012 : intégration et défections, ou quand l'histoire se répète

Dans un contexte où l'incertitude quant à l'avenir règne, le RCD et ses alliés rwandais ont mis en œuvre une stratégie leur permettant de conserver une influence en cas de défaite électorale, d'où leur encouragement à la nouvelle rébellion de N'kunda et du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Ce dernier a entretenu depuis 2004 une conflictualité latente à l'est du pays. En 2007, suite à des négociations avec le gouvernement congolais, celui-ci enjoint à ses troupes d'intégrer l'armée régulière. Cependant, ce dernier pointe toujours le laxisme du pouvoir congolais envers les génocidaires rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) présents en RDC. A la fin de l'année 2007, de nouveaux combats éclatent entre les troupes de N'kunda et les forces armées régulières qui connaissent une cuisante défaite. Après une courte période d'accalmie, les combats reprennent entre ces deux entités, et se soldent par les accords de paix de Goma signés en 2009. Ces accords instituent entre autre la conversion du CNDP en parti politique légal et l'intégration des combattants du mouvement au sein de l'armée régulière. N'kunda quant à lui, sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis 2005 a été arrêté en 2009 au Rwanda (après avoir été destitué par son adjoint) et il a été placé en résidence surveillée à Kigali.

¹⁶ En mai 1999, le RCD-ML (Mouvement de Libération) est créé avec le soutien de Kampala qui veut affaiblir le Rwanda. Le RCD originel devient alors le RCD-Goma. Cependant, des dissensions éclatent entre les différents chefs de guerre du RCD-ML. En janvier 2001, Museveni impose une union entre le MLC et le RCD-ML sous l'égide de Jean-Pierre Bemba, leader du MLC, le FLC est alors créé (Front de libération du Congo). Cette coalition aura un caractère éphémère, le RCD-ML (appelé aussi RCD-K-ML, car il est basé à Kisangani) fera sécession et se rangera du côté de Kinshasa.

¹⁷ International Crisis Group, Rapport Afrique n°133, octobre 2007.

Décembre 2012

Si la paix n'est jamais totalement revenue à l'est du pays, cette région connaît depuis le début de l'année en cours un nouveau regain de violence. L'évènement le plus médiatisé de ces derniers mois est la désertion de Bosco Ntaganda (remplaçant de N'kunda à la tête du CNDP) et des éléments de l'ex-CNDP. Ces désertions ont été suivies de violents affrontements dans le Nord-Kivu entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les ex-CNDP regroupés en un nouveau mouvement nommé M23, qui est parvenu à infliger de sérieux revers à l'armée régulière et à occuper Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu à l'automne 2012. Parallèlement, la région est marquée par un regain d'activité de milices locales et par un vaste mouvement de défections au sein des FARDC. On peut entrevoir ces dynamiques de désertion comme un mouvement de contestation face à la déliquescence de l'institution militaire, dont la fragilité a dans une grande mesure été renforcée par la signature des accords de Goma de 2009, qui entérinaient l'inclusion du CNDP selon des modalités particulières. Effectivement, on peut situer une partie des racines de ce nouvel épisode belligène dans la signature des accords de paix de Goma. La majorité de ceux qui ont pris part à la conférence de Goma¹⁸ considèrent leur participation comme un « faire-valoir » destiné à introduire une dimension multilatérale à une négociation bilatérale de fait entre le gouvernement et le CNDP¹⁹. Cette perception particulière de la rencontre trouve son prolongement dans les modalités d'intégration des membres des groupes armés qui ont pris part à cette conférence. Les combattants de l'ex-CNDP ont fait l'objet de mesures préférentielles dans leur intégration au sein des FARDC, dont la concession la plus importante effectuée par le gouvernement réside dans le déploiement des éléments de ce mouvement dans les zones qu'ils occupaient durant la lutte armée²⁰, à tel point que de nombreux observateurs s'accordent à penser à une privatisation des FARDC à l'est du pays en faveur des éléments issus de l'ex-CNDP. Lorsque les commandants des bataillons « intégrés » déployés à l'est ne sont pas eux-mêmes issus du CNDP, ces derniers se voient adjoindre des officiers issus de ce mouvement qui exercent par la suite une étroite surveillance sur leur supérieur. Cette attention particulière peut parfois se muer en une franche hostilité, qui explique en grande partie la désertion de certains officiers qui justifient leur geste par un impératif sécuritaire impérieux (menaces de liquidation physique)²¹. Ces officiers déserteurs sont parfois accompagnés par plusieurs dizaines de soldats sous leur commandement. Souvent, ces désertions sont « temporaires ». En quittant le camp (pour les éléments qui sont casernés) et en s'installant non loin de leurs bases avec armes et bagages, ces individus entendent protester contre des conditions de vie précaires. Après un dialogue avec une délégation de l'état-major général, et l'assurance que leurs soldes seraient versées, la plupart des mutins se résolvent à regagner leur campement. Cependant, certaines désertions prennent plus d'ampleur et des officiers rejoignent les groupes armés en activité en vertu des liens établis durant les guerres précédentes ou, au contraire, forment leur propre groupe et mènent des opérations contre les forces gouvernementales accusées de collusion avec le M23 et le Rwanda. La popularité de ce mouvement de contestation se retrouve notamment renforcée par le fait que le redéploiement des ex-CNDP a aussi bien déplu aux militaires, aux milices locales de la région, aux hommes politiques locaux, ainsi qu'aux populations civiles. Plus globalement, le chef de l'Etat est accusé d'avoir octroyé aux ex-CNDP ce qu'ils n'ont pas été en mesure d'obtenir par la voie des armes, à savoir la mainmise sur l'est de la RDC. Parallèlement, eu égard au maintien de chaînes de commandement parallèles, les différents groupes armés peuvent trouver des ressources auprès d'officiers qui leur vendent armes et munitions. Enfin, la conférence de Goma a pu constituer une

¹⁸ La conférence de Goma regroupait la plupart des mouvements armés du Nord et du Sud-Kivu.

¹⁹ Entretiens avec des chefs de groupes armés ayant pris part à cette conférence, Nord-Kivu, printemps 2012.

²⁰ H. Boshoff, « Demobilization, disarmament and reintegration in the Democratic Republic of Congo, The numbers game », *Institute for Security Studies*, Pretoria, 2009.

²¹ Entretiens avec des officiers déserteurs des FARDC, Nord-Kivu, printemps 2012.

Décembre 2012

mesure incitative. Ainsi, le nombre de groupes armés en activité a connu une sensible augmentation au début de l'année 2009, ces derniers espérant profiter des avantages du programme DDR, voire obtenir des postes au sein des institutions de l'Etat.

La « paix au service de la guerre »

Avec l'intégration du CNDP, la logique de consolidation des fiefs par les ex-groupes rebelles est poussée à son paroxysme. De même, l'utilisation des ressources fournies par une intégration dans l'institution militaire semble obéir à un mécanisme récurrent ; après avoir usé de stratégies d'entrisme dans l'appareil militaire, les nouveaux mutins arguent du caractère incomplet du processus dans lequel ils ont été intégrés pour faire défection et reprendre les hostilités. Ainsi, ce continuum conflictuel entrecoupé par des périodes de calme relatif est révélateur des limites de l'intégration des ex-rebelles dans l'armée régulière. Les diverses phases de gestion post-confliktuelle sont en grande partie à l'origine des regains de violence récurrents à l'est de la République démocratique du Congo. La culture du compromis et les arrangements à court terme – érigés en mode de régulation politique par les autorités – induisent par la suite le mécontentement d'acteurs se sentant marginalisés dans des institutions censées être renouvelées et permettent aux acteurs les plus puissants qui ont été intégrés de consolider leur position. Certes, il n'y a pas d'explication mono-causale à la résurgence de la violence dans cette région. Mais ce facteur, couplé à une réforme du secteur de la sécurité inaboutie, à l'ingérence des pays voisins et au maintien des antagonismes locaux, ont pu constituer un terrain propice à la résurgence de la violence.